



NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE

POUR L'AFRIQUE

Bureau Sous-Régional pour l'Afrique de l'Est

ECA/BSR-AE/ICE/2008/05

Original : Anglais

BSR-AE

05

12ème Réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE)

Addis Abéba, Ethiopie, 24-25 mars 2008

***Thème : "Relever les nouveaux défis de la sous-région au XXIème siècle :
Intégration Régionale et Financement du Développement en vue de la
réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)"***

RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME
DU BUREAU SOUS-REGIONAL - AFRIQUE DE L'EST DE
LA CEA POUR LA PERIODE 2006-2007

TABLE DES MATIERES

	Pages
A. Vue d'ensemble	2
B. Activités de l'exercice biennal 2006-2007	2
1. Rapports sur les conditions socio-économiques et des pays de l'Afrique de l'Est.	2
2. Réunions du Comité intergouvernemental d'experts (CIE).	3
3. Réunion des groupes d'experts (RGE).....	3
3. Formation, séminaires et ateliers.....	4
4. Projets sur terrain	5
5. Services de conseil	7
6. Rapports techniques achevés.....	9
7. Evaluation de l'impact/résultat global	10
C. Perspective d'avenir	11
1. Programme de l'exercice biennal 2008-2009.....	11
2. Directions stratégiques pour 2010-2011	13

A. Vue d'ensemble

1. La composition du programme de la CEA mis en oeuvre par le Bureau Sous-régional pour l'Afrique de l'Est (BSR-AE) couvre les 13 pays ci-après : le Burundi, les Comores, la République Démocratique du Congo, le Djibouti, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, le Madagascar, le Rwanda, les Seychelles, la Somalie, la Tanzanie et l'Ouganda.
2. Au cours de l'exercice biennal 2006-2007 faisant l'objet de ce rapport, la région a été marquée dans son ensemble par l'instabilité économique, des conflits politiques, un manque de paix et de sécurité dans les pays et au niveau frontalier. Cette situation généralisée a eu un impact négatif sur les progrès socio-économiques.
3. Il faudra souligner que des 13 pays de la sous-région, 5 pays sont enclavés et ne dépendent que de deux corridors touchant à l'océan. Les 5 pays qui restent ont accès à la mer et 3 pays sont des pays insulaires.
4. Ces diverses caractéristiques de la sous-région justifient le besoin urgent d'une action conjointe entre des Etats membres sur de nombreux fronts, notamment dans le cadre des Communautés économiques régionales (CER) existentes.
5. Le présent rapport décrit en détail les activités menées dans divers domaines couverts par le bureau sur base des directions stratégiques de la CEA pour la période 2006-2007.

B. Activités de l'exercice biennal 2006-2007

1. Rapports sur les conditions socio-économiques et des pays de l'Afrique de l'Est.

6. En général, ces rapports passent en revue les défis majeurs sur le plan socio-économique ainsi que des réalisations enregistrées par des pays membres, en particulier dans les domaines de l'harmonisation macro-économique, l'intégration économique régionale, l'exploitation des informations, le développement des infrastructures, la sécurité alimentaire et le développement durable, le développement des ressources humaines et la promotion de l'égalité des sexes. Au cours de l'exercice biennal, deux rapports ont été inscrits à l'ordre du jour des 10^e et 11^e réunions du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) pour être examinés et formuler des recommandations appropriées. Les thèmes de ces deux rapports sont respectivement:
 - (i) Cadre macro-économique et réduction de la pauvreté (2006)
 - (ii) Financement du développement et réduction de la pauvreté (2007)

2. Réunions du Comité intergouvernemental d'experts (CIE).

7. Deux réunions du CIE ont été tenues, toutes à Bujumbura, notamment la 10^e réunion du CIE en 2006 et la 11^e réunion du CIE en 2007.

(i) La dixième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) s'est tenue en mai 2006 à Bujumbura, Burundi sous le thème de « *Réduction de la pauvreté et perspectives de croissance en vue de la paix et du développement: Quelle perspective d'avenir pour l'Afrique de l'Est?* ». Cette réunion a examiné les conditions socio-économiques de la sous-région et a abordé de nombreuses questions spécifiques au développement, y compris des stratégies et politiques de réduction de la pauvreté; défis de la réalisation des OMD et le concept du Village du Millénaire; la sécurité alimentaire avec un accent particulier sur le Programme agricole du Millénaire pour l'Afrique (PAMA); et la coopération en matière de développement et de distribution de l'énergie. Dans le cadre de la 10^e réunion du CIE, trois ateliers de formation de groupe ont été aussi organisés sur des sujets suivants: (a) Les négociations commerciales de l'OMC et les perspectives du Cycle de Doha après la réunion de Hong Kong; (b) des systèmes statistiques et base de données de la CEA; et (c) l'utilisation de l'indice du genre de la CEA en tant qu'un moyen d'introduire les variables du genre dans la comptabilité nationale et les systèmes budgétaires nationaux.

(ii) La onzième réunion du CIE s'est aussi tenue à Bujumbura, en avril 2007, sous le thème de « *Financement du développement et réduction de la pauvreté en Afrique de l'Est* ». Cette réunion a examiné la situation macro-économique des pays de la sous-région. Au niveau sectoriel, la réunion a abordé le paradigme selon lequel une mobilisation des ressources domestiques et internationales, ainsi qu'un contrôle et une bonne utilisation des compétences pour le financement du développement seraient des conditions nécessaires à l'éradication de la pauvreté.

3. Réunion des groupes d'experts (RGE).

8. Cinq RGE prévues se sont tenues au cours de l'exercice biennal 2006-2007 comme ci-après:

(i) Une RGE ad hoc tenue en même temps que la 11^e réunion du CIE sur le thème prévu intitulé « Sécurité alimentaire et Développement durable. Un examen des instruments politiques et des accords sous-régionaux en vue de la coopération en Afrique de l'Est ». L'instrument politique retenu était « *Systèmes des services de vulgarisation agricole et modalités de financement* ». La RGE a donné aux décideurs politiques et intervenants l'occasion d'examiner des politiques en matière de prestation, planification des services de vulgarisation, approches et modalités de financement. Les débats ont abouti à la connaissance de ces services et à la résolution d'augmenter leur financement afin d'accroître la productivité, améliorer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté;

- (ii) Une RGE ad hoc sur les inter relations entre les « **DSRP, OMD et politiques macroéconomiques: interrelations entre eux et leurs impacts sur la réduction de la pauvreté en Afrique de l'Est** » s'est aussi tenue à l'occasion de la 11^e réunion du CIE. Elle a porté sur trois thèmes, à savoir: (a) le contenu des DSRP et résultats obtenus depuis leur mise en œuvre dans des pays de l'Afrique de l'Est; (b) Ajustement structurel, Réduction de la pauvreté, Politiques macroéconomiques dans différents pays de l'Afrique de l'Est; et (c) Quel est le Cadre macroéconomique pour la réduction de la pauvreté?
- (iii) Une RGE ad hoc sur '**L'évaluation de la convergence des politiques au sein des Communautés économiques régionales (CER) pour une intégration régionale effective**', (22-24 octobre 2007; Kigali, Rwanda). La RGE a porté sur la convergence macroéconomique dans deux Communautés économiques régionales (CER), à savoir les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est et les pays de la CEPGL. Elle a aussi examiné la convergence dans le contexte du COMESA. Les experts se sont penchés sur les questions des critères de convergence, le rythme de la convergence et les implications de différents scénarios de convergence;
- (iv) Une RGE ad hoc spécial regroupant des experts en provenance des CER de la sous-région s'est tenue pour examiner et élaborer des « **Programmes pluriannuels du BSR-AE avec l'EAC, l'IGAD, la CEPGL, le COI et La CIRGL** » (20-22 novembre 2007; Kigali Rwanda). Les experts de chacune des CER représentées se sont mis d'accord sur le projet de programmes pluriannuels avec le BSR-AE. On devait suivre ces programmes soit pour améliorer soit pour finaliser et en fin de compte pour signer des Protocoles d'accord entre la CER et la CEA;
- (v) Une RGE ad hoc sur une question d'actualité dans la sous-région était prévue. La question d'actualité retenue était « **Consultations sur la gouvernance Internet** » et « **Régulation et accès aux TIC** » (22-24 octobre 2007, Kigali, Rwanda). Cette réunion a été organisée conjointement avec le Gouvernement rwandais, la CUA, l'ISOC et la Division de la CEA chargée de l'information, science et technologie (ISTD) pour préparer le « Sommet Connecter l'Afrique ».

3. Formation, séminaires et ateliers.

9. Cinq réunions de formation et ateliers ont été organisées au cours de la période considérée faisant l'objet d'examen, à savoir:
- (i) **Formation** : Deux séances de formation ont été organisées comme suit:
- **Formation sur l'Indice africain du genre et du développement (AGDI)** tenue à Bujumbura, Burundi en même temps que la réunion du CIE. L'objectif général de cette formation était de développer des compétences pour opérationnaliser le Guide de référence et pour susciter des commentaires des experts en vue d'améliorer ce guide.

- **Atelier de formation sur « L'élaboration, l'analyse des politiques macroéconomiques et l'intégration des stratégies de coopération/intégration régionales aux politiques nationales » (23-24 octobre 2007, Kigali, Rwanda).** L'objectif clé de cette formation était de fournir aux agents provenant des ministères des finances et de la planification économique, des banques centrales et des universités des outils leur permettant d'incorporer des stratégies d'intégration dans des politiques nationales.

(ii) *Séminaires ateliers*: Trois ateliers ont été organisés au cours de l'exercice biennal, à savoir:

- **Atelier en faveur des points focaux des pays de l'Afrique de l'Est en matière du NEPAD** organisé à Nairobi, Kenya en novembre 2006: Le BSR-AE a été à la tête du renforcement de la coordination des activités du NEPAD dans la sous-région en regroupant les points focaux du NEPAD provenant de plusieurs pays pour formuler des mécanismes de coordination.
- **Séminaire atelier sur des « Systèmes et procédures du Corridor de transit en Afrique de l'Est ».**

Cet atelier a été remplacé par la « Réunion du Comité technique du Système de tracabilité des cargaisons (27-29 novembre 2006, Nairobi, Kenya). Elle a réuni des experts représentant les Points focaux du NEPAD sur le plan national dans les 15 Etats membres de l'Afrique de l'Est, des experts nationaux en matière d'infrastructures, des représentants des Communautés économiques régionales (CER) et des institutions partenaires clés.

La réunion a été une bonne occasion d'échanger des expériences des pays dans la mise en œuvre des programmes du NEPAD et a fait des recommandations sur les questions suivantes: définition d'une stratégie à court et à moyen terme du programme du NEPAD en Afrique de l'Est; modalités d'une structure opérationnelle efficace et appropriée du NEPAD; emplacement du bureau de l'Afrique de l'Est; projet de l'étude de faisabilité commanditée sur des propositions de projets d'infrastructures régionales; et mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des projets et l'opérationnalisation du NEPAD en Afrique de l'Est.

4. Projets sur terrain

10. En 2006-2007, cinq projets sur terrain ont été soit exécutés soit élaborés et transmis au Siège de la CEA en vue du financement comme ci-après:

- (i) Mise en place des centres de commerce et des systèmes d'informations commerciales au sein des Etats membres de la Zone des Grands Lacs.

Ce projet sur terrain a été entrepris sous le titre de « Projet régional d'appui dans les pays membres de la CEPGL » et le Projet INICA. Son objectif principal était de faciliter le suivi du commerce transfrontalier dans des pays de la sous-région;

- (ii) Projet pilote sur une initiative prioritaire spéciale dans la sous-région de l'Afrique de l'Est: gouvernance électronique. Un document du projet a été élaboré et transmis pour demander un financement s'élevant à 3 millions de dollars américains. Ce projet vise à promouvoir la transparence, la démocratie, l'accès public aux services du gouvernement dans tous les pays de la sous-région.
- (iii) Dans le cadre de sa politique d'intégration régionale, le Bureau se propose de mettre en œuvre un projet sur l'Observatoire d'intégration régionale en Afrique de l'Est. Un document du projet a été élaboré et transmis pour demande de financement s'élevant à un million de dollars américains. La construction du site Web est en cours. L'Observatoire régional servira de plate-forme d'échange d'informations et de prise de décisions et au niveau sous-régional et aux niveaux régional et mondial. Il comprend trois thèmes:
 - Intégration politique (paix, bonne gouvernance, démocratie)
 - Intégration économique
 - Intégration sociale
- (iv) Une proposition de projet pour la mise en œuvre du système régional de tracabilité des cargaisons (RCTS) tout le long du Corridor nord a été également déposée pour demande de financement. Il sera mis en œuvre en collaboration avec l'Autorité de coordination du transport de transit du Corridor nord (ACTT –CN).
- (v) Un projet régional sur les ports de la sous-région a été élaboré en collaboration avec l'Association de gestion des ports de l'est et du sud d'Afrique (PMAESA) avec les objectifs ci-après:
 - Evaluer les projets en cours en vue de la promotion des ports dans la région PMAESA;
 - Déterminer le niveau des opportunités d'investissement dans la région;
 - Evaluer le concept de la création des Zones de libre-échange constituant des catalyseurs de développement des ports et des sociétés orientées vers les services;
 - Evaluer les améliorations nécessaires aux ports de la PMAESA;
 - Collecter toutes les données disponibles sur la stratégie globale des ports de la PMAESA et déterminer l'avenir de nos ports aux niveaux régional et international;
 - Organiser une table ronde avec des investisseurs potentiels, des institutions financières et autres partenaires intéressés par l'investissement dans les ports.

5. Services de conseil

11. De nombreuses missions des services de conseil à la demande des CER, des Etats membres et des organismes intergouvernementaux en matière du renforcement de l'intégration régionale et de la mise en œuvre du NEPAD en Afrique de l'Est ont été menées, comme suit:

(i) Assistance au processus de développement d'une infrastructure nationale d'information et de communication (NICI):

Le BSR-AE a assisté les Etats membres dont le Burundi, le Rwanda, les Comores et la République Démocratique du Congo dans la préparation et la mise en œuvre des études du développement axé sur les TIC et des plans d'une infrastructure nationale d'information et de communication (NICI). Au Burundi, un plan et une stratégie électronique nationaux (NICI) 2006-2010 ont été élaborés et une Unité chargée de la politique nationale des TIC a été mise en place, alors qu'au Rwanda, le BSR-AE a appuyé la mise en œuvre de NICI II, l'élaboration et la validation du projet de loi national sur les TIC (en collaboration avec le COMESA), et les préparatifs du « Sommet Connecter l'Afrique » (29-30 octobre 2007);

Le BSR-AE a par ailleurs joué un rôle prépondérant dans le renforcement des capacités sur des aspects du renforcement du Cadre réglementaire. Un Séminaire atelier sur le renforcement des capacités en matière de réglementation de l'Agence de régulation et de contrôle des télécommunications (ARCT) a été organisé au Burundi en décembre 2006, en collaboration avec le COMESA et ;

Un autre appui a été donné dans les domaines du plan de mise en œuvre du projet Scan-ICT; la coordination et le suivi du plan d'action *ICT4D Media Network Plan of Action* pour le Rwanda; et la préparation et la conduite des opérations pilotes des télé-centres ruraux pour des applications du gouvernement électronique au Kenya.

(ii) Assistance aux Communautés économiques régionales:

IGAD: Le BSR-AE a travaillé intensivement avec le Secrétariat de l'IGAD en commençant par la conduite d'une mission d'évaluation en mai 2007 qui a identifié des domaines qui pourraient servir de base au programme pluriannuel pour l'IGAD et a aussi examiné le domaine d'appui technique pour améliorer l'intégration régionale de l'IGAD dans les sous-secteurs de transport/infrastructures, industrie, tourisme et TIC. En réponse à la demande d'appui technique, le BSR-CEA a commandité un consultant, actuellement au Secrétariat de l'IGAD au Djibouti, pour préparer des stratégies de développement. En ce qui concerne le programme pluriannuel, l'IGAD est en avance, étant donné qu'elle a de sa part finalisé son programme pluriannuel et a déposé un protocole d'accord entre l'IGAD et la CEA. Ce dernier a été déposé au Siège de la CEA pour approbation et signature par le Secrétaire Exécutif.

COMESA : Le BSR-AE a fourni un appui au Secrétariat du COMESA lors de sa réunion au Djibouti;

ICGLR: Le BSR-AE a mené une série de consultations et de services de conseil avec la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (ICGLR) en vue de mettre en place un cadre régional de mise en œuvre du programme pluriannuel entre l'ICGLR et la CEA/BSR-AE. Un protocole d'accord (MoU) a été élaboré pour la mise en œuvre de ce programme dans quatre domaines thématiques identifiés, notamment:

1. Paix et sécurité,
2. Démocratie et bonne gouvernance
3. Développement économique et intégration régionale
4. Questions d'ordre humanitaire et social

Dans le processus de mise en œuvre du programme, les deux organisations se sont mises d'accord sur l'organisation conjointe des conférences thématiques, colloques, séminaires et d'autres réunions relatives à la promotion et la mise en œuvre du programme pluriannuel de l'ICGLR. Dans ce cadre, les secrétariats de la CEA/BSR-AE et de l'ICGLR effectueront des missions conjointes auprès des Etats membres pour identifier des priorités de la mise en œuvre des projets et programmes régionaux dans des domaines de coopération convenus. Dans la même optique, elles travailleront ensemble pour mettre sur pied un mécanisme de mobilisation des ressources en vue de garantir le financement des projets.

CEPGL: Dans le cadre du Plan d'activités, 2007-2009 et des programmes de travail de la CEA, on a mis en place le programme de coopération avec la CEPGL et le document stratégique de la CEPGL. Ce programme de coopération est axé sur cinq principaux secteurs et d'autres questions thématiques transversales (stratégies, politiques et projets des TIC, énergie, infrastructures, agriculture, sécurité alimentaire, commerce et investissement, bonne gouvernance, renforcement du Secrétariat exécutif permanent de la CEPGL). La CEA a fourni une assistance technique en matière d'élaboration/finalisation des documents des projets en vue du Séminaire atelier de validation sur les documents des projets pour le Conseil des Ministres de la CEPGL.

(iii) Autre assistance technique:

- Appui à l'Autorité de coordination du transport de transit du Corridor nord lors de sa réunion à Mombasa, Kenya;
- Appui à la Division de la CEA chargé de l'information, science et technologie (ISTD) pour faire le suivi des recommandations du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI)

6. Rapports techniques achevés

12. Les rapports ci-après ont été terminés:

- Examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre du NEPAD et des DSRP, et perspectives de la réalisation des OMD en Afrique de l'Est. Ce rapport a examiné la réalisation des OMD dans le cadre du contenu du niveau actuel de mise en œuvre du NEPAD et des DSRP en place.
- Rapport sur la sécurité alimentaire dans la région des Grands Lacs: Amélioration de la productivité agricole et les services d'appui aux agri-éleveurs. Ce rapport a examiné des défis du développement agricole en vue de la sécurité alimentaire et a formulé des recommandations pour l'augmentation de la productivité agricole et des services d'appui en Afrique de l'Est;
- Rapport sur les politiques de réduction de la pauvreté en Afrique de l'Est. Ce rapport a examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre des DSRP et a formulé des recommandations pour la préparation de la deuxième génération des DSRP dans le cadre des OMD et du NEPAD;
- Rapport sur les infrastructures de transport et programmes de facilitation dans la sous-région de l'Afrique de l'Est. Ce rapport a examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre des infrastructures de transport et programmes de facilitation et a formulé des recommandations pour l'amélioration des infrastructures de transport dans la sous-région;
- Rapport sur l'état et les impacts de l'élaboration des politiques et plans stratégiques des TIC sur les plans national et régional: Rapport présenté à l'occasion de la quatrième réunion du Comité de l'information pour le développement (CODI IV). Ce rapport a examiné les progrès réalisés dans la formulation et la mise en œuvre des politiques et plans stratégiques des TIC sur les plans national et régional;
- Rapport sur la définition et l'harmonisation des lois et normes commerciales pour la gouvernance des entreprises en Afrique de l'Est. Ce rapport a examiné les lois et normes commerciales existantes, ainsi que des institutions commerciales en place en vue de l'harmonisation et la promotion de bonnes pratiques et du développement du secteur privé dans la sous-région;
- Rapport sur la croissance, convergence et intégration économiques au sein des pays de la CEPGL. Ce rapport a examiné les défis de la croissance et convergence, et a formulé des recommandations en vue d'une intégration régionale effective;
- Rapport sur la coopération dans le secteur d'énergie en Afrique de l'Est–Etat des lieux et perspectives d'avenir;

- Rapport sur la Gouvernance Internet en Afrique. Le rapport sert de base aux Africains pour définir leurs priorités en vue de la gouvernance Internet globale.
- Rapport sur la promotion du commerce, investissement et secteur privé et sur le développement du secteur privé. Ce rapport a examiné i) décisions économiques récentes influant sur l'avenir de la croissance et investissement ii) environnement d'investissement en Afrique de l'Est iii) défis de la promotion des investissements et du développement du secteur privé et des propositions politiques pour augmenter des investissements dans la sous-région; et
- Rapport sur la coopération douanière entre le Marché commun d'Afrique orientale et australe et la Communauté d'Afrique de l'Est. Ce rapport a fait une analyse critique de l'état des lieux dans les domaines de libéralisation du commerce et a proposé une feuille de route et un calendrier tenant compte des activités et/ou négociations en cours pour atteindre la réalisation effective de l'union douanière d'ici 2008.

7. Evaluation de l'impact/résultat global

13. Le Programme du BSR-AE est effectivement indispensable pour les besoins de la sous-région et reflète sans doute des directions stratégiques dans ce domaine. Certaines percées ont été enregistrées dans les domaines des TIC, Corridors et facilitation de transport, intégration du genre, etc., mais il faut approfondir et élargir la portée des réalisations pour avoir un impact significatif dans toute la sous-région. Le programme s'est principalement focalisé sur les Grands Lacs. Certes, il est intéressant de voir que la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) a touché à sa fin par la tenue avec succès du deuxième sommet de la CIRGL et l'adoption et la signature du Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement, par les chefs d'Etat et de gouvernement de la région. Un Secrétariat de la CIRGL a été mis en place à Bujumbura, Burundi pour présider le dialogue continu entre les Etats membres. Le BSR-AE a renforcé sa collaboration étroite avec le Secrétariat de la CIRGL.
14. Toutefois, la participation des pays de la Corne de l'Afrique et des Iles de l'Océan indien à nos activités a été presque absente, à l'exception de la participation aux réunions du CIE. Mais après la visite du Directeur du BSR-AE au Secrétariat du COI à l'île Maurice (13-14 décembre 2007), un programme concret en matière du genre est en cours de discussion.
15. Le travail mené dans le cadre du sous-programme du BSR-AE pour l'exercice biennal 2006-2007 a mis l'accent sur la formulation et la mise en œuvre des politiques et programmes macroéconomiques et sectoriels en tant que forces motrices de la réalisation des objectifs de développement de l'intégration régionale en Afrique de l'Est, notamment ceux définis dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

La mise en œuvre du sous-programme a donné aux Etats membres et CER l'occasion d'aborder des questions majeures et adopter des recommandations politiques sous-régionales relatives aux priorités du programme de développement comprenant des politiques macroéconomiques, la sécurité alimentaire, les TIC, le développement durable, la mise en œuvre du NEPAD en Afrique de l'Est, et la promotion du genre. La dimension du renforcement des capacités dans des Etats membres et CER a été abordée dans tous les programmes qui ont été mis en œuvre. A cet égard, le BSR-AE a atteint sa réalisation escomptée de contribuer au renforcement des capacités des Etats membres, du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA), la Commission de l'Océan indien, des organisations intergouvernementales et de la société civile pour formuler et mettre en œuvre des programmes et politiques sectoriels et macroéconomiques harmonisés dans des domaines prioritaires tels que la sécurité alimentaire, terres et environnement, transport, énergie, aménagement des bassins des lacs/rivières ; gestion macroéconomique, genre et emploi des jeunes, ainsi que le développement et l'utilisation des TIC.

16. Pour réaliser le renforcement des partenariats aux niveaux sous-régional et national en vue d'appuyer le plaidoyer politique, la formulation des politiques et la mise en oeuvre des programmes d'intégration sous-régionale en Afrique de l'Est, le BSR-AE a appuyé le plaidoyer politique et renforcé la dissémination du savoir à travers la conduite des recherches et analyses des politiques, l'organisation des forums régionaux, la participation aux programmes conjoints de l'ONU avec d'autres agences onusiennes dans le cadre des Equipes de pays de l'ONU (UNCTs) et à travers la prestation des services de conseil axés sur la demande. Certes, la CEA fait actuellement partie des signataires du programme des agences de l'ONU, « ONE UN », qui a été lancé au Rwanda.

17. Finalement, l'objectif stratégique du renforcement du rôle du mécanisme intergouvernemental au niveau sous-régional par la promotion du travail en réseau entre des acteurs clés impliqués dans le programme de développement sous-régional dont les Etats membres, CER, Organisations de la société civile et d'autres entités sous-régionales a été aussi atteint au cours de l'exercice biennal. La mise en œuvre du programme du BSR-AE, spécialement les CIE et les RGE, a cimenté le rôle du mécanisme intergouvernemental et renforcé la visibilité de la CEA dans la région et dans diverses CER.

C. Perspective d'avenir

1. Programme de l'exercice biennal 2008-2009

18. Au cours du présent exercice biennal 2008-2009, le BSR-AE continuera de focaliser son action sur les objectifs repris ci-après:

a) Amélioration des capacités des Etats membres, des Communautés économiques régionales (CER) et des organisations intergouvernementales et de la société civile pour formuler et mettre en œuvre des programmes et politiques sectoriels et macroéconomiques harmonisés dans des domaines prioritaires tels que la sécurité alimentaire, terres et environnement,

développement des infrastructures (transport, énergie, aménagement des bassins des lacs/rivières), gestion macroéconomique, genre et emploi des jeunes, ainsi que le développement et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication;

- b) Renforcement des partenariats aux niveaux sous-régional et national en vue d'appuyer le plaidoyer politique, la formulation des politiques et la mise en oeuvre des programmes d'intégration sous-régionale en Afrique de l'Est;
- c) Renforcement du rôle du mécanisme intergouvernemental au niveau sous-régional par la promotion du travail en réseau entre des acteurs clés impliquant des outils de gestion et de partage du savoir qui seront lancés au cours de cet exercice biennal.

19. Les principaux points des activités à effectuer au cours de l'exercice biennal 2008-2009 comprennent les produits ci-après:

- Rapports aux conférences ministérielles annuelles pour le développement socio-économique sous-régional en Afrique de l'Est: suivi des progrès réalisés en Afrique de l'Est;
- De nombreuses réunions ad hoc des groupes d'experts sur: l'évaluation des réformes du secteur des services financiers en Afrique de l'Est; des réunions consultatives annuelles d'experts des communautés économiques régionales, Commission de l'UA, Secrétariat du NEPAD et agences onusiennes sur la mise en oeuvre des programmes de l'UA /NEPAD dans la sous-région; évaluation du bureau sous-régional- Afrique de l'Est et COMESA/ Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC)/ Autorité Intergouvernementale en ce qui concerne des programmes de développement pluriannuels; et l'harmonisation des politiques nationales de développement et des programmes en matière des TIC pour renforcer des initiatives d'intégration régionale.
- Etudes approfondies et publications dans des domaines tels que des réformes du secteur financier en Afrique de l'Est: bonnes pratiques; harmonisation en vue des politiques nationales de développement et des programmes en matière des TIC dans le contexte d'intégration régionale. Par ailleurs, le BSR-AE sera toujours au diapason des questions d'actualité dans la sous-région et analysera leurs implications.
- Comme dans le passé, le BSR-AE appuiera ses clients à travers la coopération technique à travers :
 - (i) Services de conseil: missions des services de conseil à la demande des Etats membres, des Communautés économiques régionales, des organisations intergouvernementales et de la société civile en matière des questions d'ordre institutionnel et sectoriel relatives aux renforcement de la mise en oeuvre des initiatives du NEPAD et des Grands Lacs en Afrique de l'Est;

- (ii) Formations, séminaires et ateliers: séminaire atelier en faveur de 15 Professionnels sur l'élaboration des stratégies et plans d'action d'ordre global pour des infrastructures nationales d'information et de communication; séminaire atelier en faveur des Professionnels sur la mise en œuvre des TIC dans les domaines du gouvernement électronique et/ou commerce électronique; séminaire atelier en faveur de 20 Professionnels sur la nouvelle énergie renouvelable en Afrique de l'Est;
- (iii) Projets sur terrain: mise en place d'un centre et d'un réseau de gestion du savoir et l'opérationnalisation de l'Observatoire d'intégration en Afrique de l'Est.

2. Directions stratégiques pour 2010-2011

20. La stratégie globale du travail du BSR-AE se fonde sur deux principes majeurs, à savoir i) l'augmentation des ressources (humaines et financières) dont la concrétisation est prévue au cours de l'exercice biennal 2008-2009 et ii) L'intensification de l'utilisation des plates-formes électroniques pour travailler en réseau dans la sous-région. La direction stratégique du sous-programme sera ainsi axée sur le renforcement de la collaboration étroite avec les CER dans la sous-région pour continuer de mettre en œuvre des programmes pluriannuels avec un objectif spécifique de réaliser un renforcement d'intégration régionale avec un accent particulier sur les infrastructures (transport, énergie et eau) aux fins duquel on recrutera un expert. Des partenariats avec les autres agences onusiennes et institutions régionales et internationales seront renforcés pour améliorer la cohérence et l'harmonisation des cadres opérationnels sous-régionaux appropriés ainsi que la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Un accent particulier sera mis sur l'augmentation de l'efficacité du travail en réseau avec une utilisation plus élevée des plates-formes électroniques. La prestation des services se focalisera sur le renforcement des capacités par la fourniture des services de conseil, ateliers de formation et études approfondies des politiques d'actualité appuyées par le renforcement du consensus efficace, surtout au niveau sous-régional.
